



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2025213-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

PAPREC METAL CONSTRUCTION

Commune de TORVILLIERS

Arrêté préfectoral abrogeant l'arrêté préfectoral n° PCICP2023080-0001 du 21 mars 2023 de mise en demeure à l'encontre de la société PAPREC METAL CONSTRUCTION (ex Véolia Démantèlement Solutions France) située sur le territoire de la commune de TORVILLIERS

—

Le préfet,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5, L. 512-12-1, R. 512-47 et R. 512-55 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la visite d'inspection inopinée des installations classées du 17 octobre 2022 ;

VU la contre visite d'inspection des installations classées du 30 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que, par arrêté préfectoral n° PCICP2023080-0001 du 21 mars 2023, la société VEOLIA DÉMANTÈLEMENT SOLUTIONS FRANCE située sur le territoire de la commune de TORVILLIERS a été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.1.1 et 3.1.3 de l'arrêté n° BENV2017180-0001 du 29 juin 2017 autorisant la société à exploiter ses installations ;

CONSIDÉRANT que, par courrier du 12 juillet 2023, la société PAPREC METAL DECONSTRUCTION FRANCE a informé la préfecture de l'Aube du changement de dénomination sociale de la société VEOLIA DÉMANTÈLEMENT SOLUTIONS FRANCE en PAPREC METAL DECONSTRUCTION FRANCE ;

CONSIDÉRANT que, par courrier du 12 juillet 2023, la société PAPREC METAL DECONSTRUCTION FRANCE a informé la préfecture de l'Aube du changement de dénomination sociale de la société VEOLIA DÉMANTÈLEMENT SOLUTIONS FRANCE en PAPREC METAL DECONSTRUCTION FRANCE ;

CONSIDÉRANT que lors de la contre visite du 30 janvier 2025, l'inspection des installations classées a pu constater la régularisation des émissions et l'absence de non-conformité ;

CONSIDÉRANT que cette contre visite n'a pas mis en évidence de nouvelle non-conformité sur l'installation, l'inspection des installations classées propose de lever la mise en demeure dont l'exploitant a fait l'objet par arrêté préfectoral du 21 mars 2023 ci-dessus visé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'aube ;

ARRÊTE

Article 1er : Objet

L'arrêté préfectoral n° PCICP2023080-0001 du 21 mars 2023 de mise en demeure de la société VEOLIA DÉMANTÈLEMENT SOLUTIONS FRANCE située sur le territoire de la commune de TORVILLIERS est abrogé.

Article 2 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société PAPREC METAL CONSTRUCTION (ex Véolia Démantèlement Solutions France).

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société PAPREC METAL CONSTRUCTION (ex Véolia Démantèlement Solutions France) et à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **01 AOÛT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.